



MINISTÈRE
DE L'ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR
ET DE LA RECHERCHE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

BO Bulletin Officiel

n° 31
2024

Bulletin officiel n° 31 du 22 août 2024

La version accessible du Bulletin officiel est disponible via le lien suivant : <https://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/bo/2024/Hebdo31>

Sommaire

Organisation générale

Inspection générale de l'éducation, du sport et de la recherche

Organisation – Modification

→ [Arrêté du 09-08-2024](#) - NOR : MENI2421361A

Commission d'enrichissement de la langue française

Vocabulaire du transport maritime et fluvial

→ [Liste JO du 25-5-2024](#) - NOR : CTNR2416253K

Commission d'enrichissement de la langue française

Vocabulaire de l'urbanisme

→ [Liste JO du 29-6-2024](#) - NOR : CTNR2417171K

Commission d'enrichissement de la langue française

Vocabulaire de l'économie et de la finance

→ [Liste JO du 16-7-2024](#) - NOR : CTNR2419101K

Enseignement supérieur et recherche

École normale supérieure

Programme des concours d'admission à l'École normale supérieure – Session 2025

→ [Arrêté du 15-07-2024](#) - NOR : ESRS2420398A

Titres et diplômes -

Accréditation des universités de Paris-Cité et de Lille à délivrer le diplôme d'État d'infirmier de bloc opératoire

→ [Arrêté du 17-07-2024](#) - NOR : ESRS2421903A

Titres et diplômes

Accréditation d'universités en vue de la délivrance du diplôme d'État d'infirmier de bloc opératoire – Modification

→ [Arrêté du 05-08-2024](#) - NOR : ESRS2422135A

Mouvement du personnel

Nomination

Directeur général des services (DGS) de l'Institut national des sciences appliquées (Insa) de Toulouse (groupe II)

→ [Arrêté du 12-07-2024](#) - NOR : ESRD2420669A

Nomination

Délégué régional académique adjoint à la recherche et à l'innovation pour la région Île-de-France

→ [Arrêté du 22-07-2024](#) - NOR : ESRR2420970A

Nomination

Déléguée régionale académique adjointe à la recherche et à l'innovation pour la région Grand Est

→ [Arrêté du 22-07-2024](#) - NOR : ESRR2420985A

Informations générales

Conseils, comités, commissions

Nomination au conseil d'orientation de l'Agence autonome ANRS – Maladies infectieuses émergentes de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale

→ [Arrêté du 25-07-2024](#) - NOR : ESRR2421087A

Vacance de poste

Délégué régional académique adjoint ou déléguée régionale académique adjointe à la recherche et à l'innovation pour la région pour la région Normandie (Rouen)

→ [Avis](#) - NOR : ESRR2421069V

Conseils, comités, commissions

Nomination au conseil scientifique de l'Institut des hautes études par les sciences

et la technologie

→ [Décision du 03-07-2024](#) - NOR : ESRR2420729S

Inspection générale de l'éducation, du sport et de la recherche

Organisation – Modification

NOR : MENI2421361A

→ Arrêté du 9-8-2024

MENJ – MSJOP – MESR – IGÉSR

Vu Code de l'éducation ; Code général de la fonction publique ; Code du sport ; décret n° 2012-567 du 24-4-2012 modifié ; décret n° 2019-1001 du 27-9-2019 modifié ; décret n° 2022-335 du 9-3-2022 modifié ; décret n° 2022-1635 du 23-12-22 ; arrêté du 12-4-2024 ; sur proposition de la cheffe de l'Inspection générale de l'éducation, du sport et de la recherche

Article 1 – À l'article 1 de l'arrêté du 12 avril 2024 susvisé, après les mots : « – suivi des territoires (correspondants territoriaux) » sont insérés les mots : « – données, intelligence artificielle et numérique ».

Article 2 – Le présent arrêté sera publié au Bulletin officiel de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports et au Bulletin officiel de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Fait le 9 août 2024,

La ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse,
Nicole Belloubet

La ministre des Sports et des Jeux olympiques et paralympiques,
Amélie Oudéa-Castéra

La ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche,
Sylvie Retailleau

Commission d'enrichissement de la langue française

Vocabulaire du transport maritime et fluvial

NOR : CTNR2416253K

→ Liste - JO du 25-5-2024

Ministère de la Culture

I. Termes et définitions

bateau de tête

Domaine : Transports et mobilité/Transport fluvial.

Définition : Bateau pourvu d'un équipage complet, qui dirige un train de bateaux.

Voir aussi : bateau suiveur, train de bateaux.

Équivalent étranger : lead vessel.

bateau suiveur

Domaine : Transports et mobilité/Transport fluvial.

Définition : Bateau sans équipage ou pourvu d'un équipage minimal pour manœuvrer ou assurer la sécurité, qui est dirigé par un bateau de tête dans un train de bateaux.

Voir aussi : bateau de tête, train de bateaux.

Équivalent étranger : following vessel.

chariot cavalier

Domaine : Transports et mobilité/Transport maritime.

Définition : Portique automoteur qui enjambe les conteneurs pour les manutentionner par le haut et les ranger sur les aires de stockage des terminaux portuaires ou terrestres.

Voir aussi : gerbeur.

Équivalent étranger : straddle carrier.

navire à assistance éolienne

Domaine : Transports et mobilité/Transport maritime.

Définition : Navire de transport qui est mû par une propulsion éolienne en complément d'une propulsion motorisée.

Note :

1. La propulsion éolienne est assurée par des voiles, des rotors, des profils aspirés, des cerfs-volants, etc.
2. L'assistance éolienne permet de réduire l'impact environnemental du navire (émissions de gaz à effet de serre, de polluants atmosphériques ou de bruit sous-marin important) tout en maintenant sa performance de navigation.

Voir aussi : navire à assistance vélique, navire à propulsion éolienne.

Équivalent étranger : wind-assisted ship, wind-assisted vessel.

navire à assistance vélique

Domaine : Transports et mobilité/Transport maritime.

Définition : Navire à assistance éolienne dont la propulsion non motorisée n'est assurée que par des voiles.

Note : La voile peut être une surface tissée ou non, souple ou rigide.

Voir aussi : navire à assistance éolienne, navire à propulsion vélique.

Équivalent étranger : wind-assisted propulsion (WASP).

navire à propulsion éolienne

Forme abrégée : navire éolien.

Domaine : Transports et mobilité/Transport maritime.

Définition : Navire de transport qui est doté de dispositifs et d'équipements qui permettent de le propulser en route grâce à la seule énergie du vent.

Note :

1. La propulsion éolienne n'émet ni gaz à effet de serre, ni polluants atmosphériques, ni bruit sous-marin important.
2. Hors de sa navigation en route (avec un cap et une vitesse stables), un navire à propulsion éolienne peut utiliser un moteur auxiliaire pour assurer les manœuvres délicates (évolutions dans les ports, circonstances particulières de navigation, etc.).
3. La propulsion éolienne est assurée par des voiles, des rotors, des profils aspirés, des cerfs-volants, etc.

Voir aussi : navire à assistance éolienne, navire à propulsion vélique.

Équivalent étranger : wind-powered cargo ship, wind-powered ship, wind-powered vessel, wind-propulsion ship.

navire à propulsion vélique

Forme abrégée : navire vélique.

Domaine : Transports et mobilité/Transport maritime.

Définition : Navire à propulsion éolienne n'utilisant que des voiles.

Note :

1. La voile peut être une surface tissée ou non, souple ou rigide.
2. Le navire à propulsion vélique peut être équipé de capteurs et de girouettes reliés à un ordinateur, ce qui permet de

mieux adapter les éléments de voilure à la direction et à la puissance du vent.

Voir aussi : navire à assistance vélique, navire à propulsion éolienne.

Équivalent étranger : –

navire avitailleur

Forme abrégée : avitailleur, n.m.

Domaine : Pétrole et gaz – Transports et mobilité/Transport maritime.

Synonyme : navire ravitailleur.

Définition : Navire conçu pour le ravitaillement ainsi que pour le transport de matériaux ou de personnel à destination d'autres navires ou d'installations en mer.

Voir aussi : avitailleur de navire, navette de relève, souleveur de GNL.

Équivalent étranger : multi-purpose supply vessel (MPSV), offshore supply vessel (OSV), offshore support vessel (OSV), platform supply vessel (PSV), supply boat, supply ship, supply vessel.

Attention : Cette publication annule et remplace celle du Journal officiel du 25 novembre 2006.

navire de service

Domaine : Transports et mobilité/Transport maritime.

Définition : Navire conçu pour réaliser des tâches de soutien technique en mer autres que le ravitaillement, notamment l'aide aux travaux, pour le compte d'autres navires ou installations.

Note :

1. Les navires de service sont utilisés au profit d'installations côtières ou hauturières, notamment pétrolières ou gazières, pour assurer des services en mer ou des opérations portuaires tels que le remorquage et l'ancrage.
2. Les navires de service n'incluent pas les navires spécialisés (câblés, navires de recherche scientifique) qui ont une activité indépendante d'autres navires ou installations maritimes.

Voir aussi : navire avitailleur.

Équivalent étranger : anchor handling tug supply (AHTS), multi-purpose supply vessel (MPSV), stand by ship, supply ship.

navire porte-barges

Abréviation : NPB.

Forme abrégée : porte-barges, n.m.

Domaine : Transports et mobilité/Transport maritime.

Définition : Navire conçu pour transporter des barges de marchandises non conteneurisées, qu'il embarque et met à l'eau par ses propres moyens, sans avoir besoin d'accoster.

Note :

1. Le navire porte-barges permet de desservir des ports sans profondeur ni infrastructures adaptées.
2. Le navire porte-barges assure l'embarquement et la mise à l'eau des barges soit au moyen d'équipements à bord tels des portiques, des grues ou des rampes, soit en s'immergeant.
3. On trouve aussi les termes « navire kangourou », « porte-chalands » et « porte-allèges ».

Équivalent étranger : barge carrier, lighter aboard ship (LASH).

Attention : Cette publication annule et remplace celle du terme « porte-barges » au Journal officiel du 22 septembre 2000.

train de bateaux

Domaine : Transports et mobilité/Transport fluvial.

Synonyme : train fluvial.

Définition : Convoi de bateaux dans lequel un bateau de tête dirige sur une voie d'eau des bateaux suiveurs à l'aide de commandes à distance.

Note : Le transport en train de bateaux permet de réaliser des économies de personnel en réduisant ou en supprimant l'armement des bateaux suiveurs.

Voir aussi : bateau de tête, bateau suiveur.

Équivalent étranger : platooning, Schiffszug (All.), vessel train.

II. Table d'équivalence

A. Termes étrangers

Terme étranger (1)	Domaine/Sous-domaine	Équivalent français (2)
anchor handling tug supply (AHTS), multi-purpose supply vessel (MPSV), stand by ship, supply ship.	Transports et mobilité/Transport maritime.	navire de service.
barge carrier, lighter aboard ship (LASH).	Transports et mobilité/Transport maritime.	navire porte-barges (NPB), porte-barges, n.m.
following vessel.	Transports et mobilité/Transport fluvial.	bateau suiveur.
lead vessel.	Transports et mobilité/Transport fluvial.	bateau de tête.

Terme étranger (1)	Domaine/Sous-domaine	Équivalent français (2)
lighter aboard ship (LASH), barge carrier.	Transports et mobilité/Transport maritime.	navire porte-barges (NPB), porte-barges, n.m.
multi-purpose supply vessel (MPSV), anchor handling tug supply (AHTS), stand by ship, supply ship.	Transports et mobilité/Transport maritime.	navire de service.
multi-purpose supply vessel (MPSV), offshore supply vessel (OSV), offshore support vessel (OSV), platform supply vessel (PSV), supply boat, supply ship, supply vessel.	Pétrole et gaz – Transports et mobilité /Transport maritime.	navire avitailleur, avitailleur, n.m., navire ravitailleur.
platooning, Schiffszug (All.), vessel train.	Transports et mobilité/Transport fluvial.	train de bateaux, train fluvial.
stand by ship, anchor handling tug supply (AHTS), multi-purpose supply vessel (MPSV), supply ship.	Transports et mobilité/Transport maritime.	navire de service.
straddle carrier.	Transports et mobilité/Transport maritime.	chariot cavalier.
supply boat, multi-purpose supply vessel (MPSV), offshore supply vessel (OSV), offshore support vessel (OSV), platform supply vessel (PSV), supply ship, supply vessel.	Pétrole et gaz – Transports et mobilité/Transport maritime.	navire avitailleur, avitailleur, n.m., navire ravitailleur.
supply ship, anchor handling tug supply (AHTS), multi-purpose supply vessel (MPSV), stand by ship.	Transports et mobilité/Transport maritime.	navire de service.
vessel train, platooning, Schiffszug (All.).	Transports et mobilité/Transport fluvial.	train de bateaux, train fluvial.
wind-assisted propulsion (WASP).	Transports et mobilité/Transport maritime.	navire à assistance vélique.
wind-assisted ship, wind-assisted vessel.	Transports et mobilité/Transport maritime.	navire à assistance éolienne.
wind-powered cargo ship, wind-powered ship, wind-powered vessel, wind-propulsion ship.	Transports et mobilité/Transport maritime.	navire à propulsion éolienne, navire éolien.
<p>(1) Il s'agit de termes anglais, sauf mention contraire. (2) Les termes en caractères gras sont définis dans la partie I (<i>Termes et définitions</i>).</p>		

B. Termes français

Terme français	Domaine/Sous-domaine	Équivalent étranger (2)
avitailleur , n.m., navire avitailleur , navire ravitailleur .	Pétrole et gaz – Transports et mobilité/Transport maritime.	multi-purpose supply vessel (MPSV), offshore supply vessel (OSV), offshore support vessel (OSV), platform supply vessel (PSV), supply boat, supply ship, supply vessel.
bateau de tête .	Transports et mobilité/Transport fluvial.	lead vessel.
bateau suiveur .	Transports et mobilité/Transport fluvial.	following vessel.
chariot cavalier .	Transports et mobilité/Transport maritime.	straddle carrier.
navire à assistance éolienne .	Transports et mobilité/Transport maritime.	wind-assisted ship, wind-assisted vessel.
navire à assistance vélique .	Transports et mobilité/Transport maritime.	wind-assisted propulsion (WASP).
navire à propulsion éolienne , navire éolien .	Transports et mobilité/Transport maritime.	wind-powered cargo ship, wind-powered ship, wind-powered vessel, wind-propulsion ship.
navire à propulsion vélique , navire vélique .	Pétrole et gaz – Transports et mobilité/Transport maritime.	–
navire avitailleur , avitailleur , n.m., navire ravitailleur .	Pétrole et gaz-Transports et mobilité/Transport maritime.	multi-purpose supply vessel (MPSV), offshore supply vessel (OSV), offshore support vessel (OSV), platform supply vessel (PSV), supply boat, supply ship, supply vessel.
navire de service .	Transports et mobilité/Transport maritime.	anchor handling tug supply (AHTS), multi-purpose supply vessel (MPSV), stand by ship, supply ship.
navire éolien , navire à propulsion éolienne .	Transports et mobilité/Transport maritime.	wind-powered cargo ship, wind-powered ship, wind-powered vessel, wind-propulsion ship.
navire porte-barges (NPB) , porte-barges , n.m.	Transports et mobilité/Transport maritime.	barge carrier, lighter aboard ship (LASH).
navire ravitailleur , navire avitailleur , avitailleur , n.m.	Pétrole et gaz-Transports et mobilité/Transport maritime.	multi-purpose supply vessel (MPSV), offshore supply vessel (OSV), offshore support vessel (OSV), platform supply vessel (PSV), supply boat, supply ship, supply vessel.
navire vélique , navire à propulsion vélique .	Pétrole et gaz – Transports et mobilité/Transport maritime.	–
porte-barges , n.m., navire porte-barges (NPB) .	Transports et mobilité/Transport maritime.	barge carrier, lighter aboard ship (LASH).

Terme français	Domaine/Sous-domaine	Équivalent étranger (2)
train de bateaux, train fluvial.	Transports et mobilité/Transport fluvial.	platooning, Schiffszug (All.), vessel train.
<p>(1) Les termes en caractères gras sont définis dans la partie I (<i>Termes et définitions</i>).</p> <p>(2) Il s'agit d'équivalents anglais, sauf mention contraire.</p>		

Commission d'enrichissement de la langue française

Vocabulaire de l'urbanisme

NOR : CTNR2417171K

→ Liste - JO du 29-6-2024

Ministère de la Culture

I. Termes et définitions

administrateur, -trice de maquette numérique de paysage

Forme abrégée : administrateur, -trice de MNP.

Domaine : Aménagement et urbanisme.

Voir aussi : maquette numérique de paysage.

Équivalent étranger : landscape information modeling manager, LIM manager.

administrateur, -trice de maquette numérique urbaine

Forme abrégée : administrateur, -trice de MNU.

Domaine : Aménagement et urbanisme.

Voir aussi : maquette numérique urbaine.

Équivalent étranger : CIM manager, city information modeling manager.

aménagement empirique

Domaine : Aménagement et urbanisme.

Définition : Aménagement des espaces publics fondé sur l'analyse de la pratique spontanée des usagers.

Note :

1. Appliqué à la voirie, l'aménagement empirique tient compte par exemple des cheminements des usagers dessinés par leurs traces laissées au sol.

2. Dans le cas particulier des traces laissées dans la neige, on trouve le terme « aménagement », en usage au Québec.

Équivalent étranger : sneckdown [dans le cas particulier des traces sur la neige].

concepteur, -trice d'espace de travail

Forme abrégée : concepteur, -trice d'espace.

Domaine : Habitat et construction – Économie et gestion d'entreprise.

Voir aussi : conception d'espace de travail.

Équivalent étranger : office space planner, space planner.

conception d'espace de travail

Forme abrégée : conception d'espace.

Domaine : Habitat et construction – Économie et gestion d'entreprise.

Synonyme : aménagement d'espace de travail, aménagement d'espace.

Définition : Agencement de l'espace de travail d'une entreprise ou d'un service, relevant généralement du secteur tertiaire, qui prend en compte le mode d'organisation du travail et la répartition des fonctions pour déterminer la partition de l'espace et les équipements nécessaires.

Note : La conception d'espace de travail, qui concerne principalement les locaux existants, relève de l'architecture d'intérieur.

Voir aussi : concepteur d'espace de travail, partage de bureau.

Équivalent étranger : office space planning, space planning.

déconstruction, n.f.

Domaine : Habitat et construction – Transports et mobilité.

Définition : Démantèlement sélectif d'un bâtiment ou d'un ouvrage, effectué de manière à récupérer certains de ses éléments constitutifs en vue de leur emploi ou de leur recyclage.

Note :

1. La déconstruction se distingue de la démolition par l'objectif de emploi ou de recyclage.

2. La déconstruction concerne notamment les domaines du bâtiment ainsi que de la construction navale, aéronautique et ferroviaire.

Équivalent étranger : –

maquette numérique de paysage

Abréviation : MNP.

Domaine : Aménagement et urbanisme.

Définition : Maquette dans laquelle sont mises en commun, sous forme numérique, les données relatives au paysage d'un territoire, durant les étapes de conception et de réalisation de son aménagement, puis durant sa gestion.

Note :

1. La maquette numérique de paysage regroupe notamment les caractéristiques visuelles des différentes composantes du paysage, bâties et non bâties.

2. La maquette numérique de paysage permet notamment de visualiser les effets d'un projet sur le paysage ou de simuler

l'évolution naturelle des végétaux.

3. « Landscape information modeling (LIM) », qui est un nom de marque, ne doit pas être employé.

Voir aussi : administrateur de maquette numérique de paysage, bâti immobilier modélisé, maquette numérique urbaine.

Équivalent étranger : –

maquette numérique urbaine

Abréviation : MNU.

Domaine : Aménagement et urbanisme.

Définition : Maquette dans laquelle sont mises en commun, sous forme numérique, des données techniques, socioéconomiques et environnementales relatives à un espace urbain, durant les étapes de conception et de réalisation de son aménagement, puis durant sa gestion.

Note :

1. La maquette numérique urbaine permet de rassembler visuellement les caractéristiques de l'espace urbain telles que la topologie du sol ou la végétation, le bâti, la voirie, les réseaux, les activités, existants ou projetés, et de simuler les effets de projets sur l'espace urbain.

2. La maquette numérique urbaine favorise la collaboration entre les opérateurs et les gestionnaires de l'espace urbain.

3. La maquette numérique urbaine peut être établie à l'échelle d'un quartier ou d'un périmètre de projet, d'une ville ou d'une agglomération.

Voir aussi : administrateur de maquette numérique urbaine, bâti immobilier modélisé, maquette numérique de paysage.

Équivalent étranger : city information modeling (CIM).

minimaison, n.f.

Domaine : Habitat et construction

Synonyme : micromaison, n.f.

Définition : Très petite maison d'habitation dont l'agencement est conçu pour offrir un espace de vie compact et fonctionnel grâce à l'imbrication des volumes utiles.

Note : Souvent construite en bois et transportable, la minimaison répond généralement à des préoccupations économiques et écologiques.

Équivalent étranger : tiny house.

plateau de bureau flexible

Forme abrégée : bureau flexible.

Domaine : Habitat et construction – Économie et gestion d'entreprise.

Définition : Espace de travail aménagé pour une pratique généralisée de partage de bureau dans une entreprise ou un service.

Note :

1. Le plateau de bureau flexible permet d'adapter continûment l'agencement des postes de travail et leur attribution selon l'évolution de l'organisation du travail et des effectifs présents.

2. Le plateau de bureau flexible se présente généralement sous la forme d'un espace peu cloisonné et équipé de mobiliers et d'équipements non personnalisés.

3. Le plateau de bureau flexible, qui concerne l'organisation d'ensemble d'un espace de travail, ne doit pas être confondu avec le bureau partagé, qui peut trouver place dans n'importe quelle configuration spatiale.

Voir aussi : partage de bureau.

Équivalent étranger : flex desk, flex office.

tiers-lieu, n.m.

Domaine : Aménagement et urbanisme – Habitat et construction

Définition : Espace collaboratif, généralement ouvert à tous, qui permet le partage d'équipements et de services et favorise une coopération créatrice et formatrice entre les utilisateurs en accueillant des activités communes variées.

Note :

1. Le tiers-lieu poursuit généralement un objectif de lien social.

2. Un atelier collaboratif, un garage solidaire, un café associatif, un pôle culturel, un atelier d'apprentissage ou un jardin partagé peuvent par exemple trouver place dans un tiers-lieu.

Voir aussi : atelier collaboratif.

Équivalent étranger : third place.

urbanisme transitoire

Domaine : Aménagement et urbanisme.

Définition : Aménagement temporaire d'un site dans l'attente de son usage définitif, qu'il peut préfigurer.

Note :

1. L'urbanisme transitoire associe généralement les habitants ou usagers du site à la conception du programme définitif de l'aménagement.

2. On trouve aussi le terme « urbanisme tactique », qui n'est pas recommandé.

Voir aussi : urbanisme participatif.

Équivalent étranger : –

II. Table d'équivalence

A. Termes étrangers

Terme étranger (1)	Domaine/sous-domaine	Équivalent français (2)
CIM manager, city information modeling manager.	Aménagement et urbanisme.	administrateur, -trice de maquette numérique urbaine, administrateur, -trice de MNU.
city information modeling (CIM).	Aménagement et urbanisme.	maquette numérique urbaine (MNU).
city information modeling manager, CIM manager.	Aménagement et urbanisme.	administrateur, -trice de maquette numérique urbaine, administrateur, -trice de MNU.
flex desk, flex office.	Habitat et construction – Économie et gestion d'entreprise.	plateau de bureau flexible, bureau flexible.
landscape information modeling manager, LIM manager.	Aménagement et urbanisme.	administrateur, -trice de maquette numérique de paysage, administrateur, -trice de MNP.
office space planner, space planner.	Habitat et construction – Économie et gestion d'entreprise.	concepteur, -trice d'espace de travail, concepteur, -trice d'espace.
office space planning, space planning.	Habitat et construction – Économie et gestion d'entreprise.	conception d'espace de travail, conception d'espace, aménagement d'espace de travail, aménagement d'espace.
sneckdown.	Aménagement et urbanisme.	aménagement empirique.
space planner, office space planner.	Habitat et construction – Économie et gestion d'entreprise.	concepteur, -trice d'espace de travail, concepteur, -trice d'espace.
space planning, office space planning.	Habitat et construction-Économie et gestion d'entreprise.	conception d'espace de travail, conception d'espace, aménagement d'espace de travail, aménagement d'espace.
third place.	Aménagement et urbanisme-Habitat et construction.	tiers-lieu, n.m.
tiny house.	Habitat et construction.	minimaison, n.f., micromaison, n.f.
<p>(1) Il s'agit de termes anglais, sauf mention contraire. (2) Les termes en caractères gras sont définis dans la partie I (<i>Termes et définitions</i>).</p>		

B. Termes français

Terme français (1)	Domaine/sous-domaine	Équivalent étranger (2)
administrateur, -trice de maquette numérique de paysage, administrateur, -trice de MNP.	Aménagement et urbanisme.	landscape information modeling manager, LIM manager.

Terme français (1)	Domaine/sous-domaine	Équivalent étranger (2)
administrateur, -trice de maquette numérique urbaine, administrateur, -trice de MNU.	Aménagement et urbanisme.	CIM manager, city information modeling manager.
aménagement d'espace de travail, aménagement d'espace, conception d'espace de travail, conception d'espace.	Habitat et construction – Économie et gestion d'entreprise.	office space planning, space planning.
aménagement empirique.	Aménagement et urbanisme.	sneckdown.
bureau flexible, plateau de bureau flexible.	Habitat et construction – Économie et gestion d'entreprise.	flex desk, flex office.
concepteur, -trice d'espace de travail, concepteur, -trice d'espace.	Habitat et construction – Économie et gestion d'entreprise.	office space planner, space planner.
conception d'espace de travail, conception d'espace, aménagement d'espace de travail, aménagement d'espace.	Habitat et construction – Économie et gestion d'entreprise.	office space planning, space planning.
déconstruction, n.f.	Habitat et construction – Transports et mobilité.	–
maquette numérique de paysage (MNP).	Aménagement et urbanisme.	–
maquette numérique urbaine (MNU).	Aménagement et urbanisme.	city information modeling (CIM).
minimaison, n.f., micromaison, n.f.	Habitat et construction.	tiny house.
plateau de bureau flexible, bureau flexible.	Habitat et construction – Économie et gestion d'entreprise.	flex desk, flex office.
tiers-lieu, n.m.	Aménagement et urbanisme-Habitat et construction.	third place.
urbanisme transitoire.	Aménagement et urbanisme.	–
<p>(1) Les termes en caractères gras sont définis dans la partie I (<i>Termes et définitions</i>).</p> <p>(2) Il s'agit d'équivalents anglais, sauf mention contraire.</p>		

Commission d'enrichissement de la langue française

Vocabulaire de l'économie et de la finance

NOR : CTNR2419101K

→ Liste - JO du 16-7-2024

Ministère de la Culture

I. Termes et définitions

client, -e potentiel, -elle

Domaine : Économie et gestion d'entreprise.

Définition : Contact confirmé dont l'intention d'acquérir un produit ou un service donné est attestée.

Note : Un client potentiel peut avoir participé à une présentation de l'offre ou demandé un devis.

Voir aussi : contact confirmé.

Équivalent admis : prospect.

Attention : Cette publication annule et remplace celle du terme « acheteur potentiel » au Journal officiel du 17 juin 2012.

contact commercial

Forme abrégée : contact, n.m. (langage professionnel).

Domaine : Économie et gestion d'entreprise.

Définition : Personne physique ou organisation avec laquelle une entreprise cherche à entrer en relation parce qu'elle est susceptible d'être intéressée par son offre commerciale.

Voir aussi : client potentiel, contact confirmé.

Équivalent étranger : suspect, targeted client.

Attention : Cette publication annule et remplace celle du terme « acheteur potentiel » au Journal officiel du 17 juin 2012.

contact confirmé

Domaine : Économie et gestion d'entreprise.

Définition : Contact commercial qui a manifesté son intérêt pour l'offre commerciale d'une entreprise.

Note : Un contact confirmé est, par exemple, une personne qui a rempli un formulaire de contact sur la toile ou le visiteur d'un salon qui demande des informations sur un produit ou un service.

Voir aussi : client potentiel, contact commercial.

Équivalent étranger : lead.

contrat d'intéressement social

Abréviation : CIS.

Domaine : Économie générale/Finance.

Définition : Contrat passé entre un investisseur privé et un organisme public pour financer un projet social, qui prévoit que l'organisme public rémunère l'investisseur en fonction du taux de réalisation des objectifs contractuels.

Note :

1. Le contrat d'intéressement social est un moyen pour les décideurs publics d'intéresser des financeurs privés à un objectif de politique sociale et de soumettre celle-ci à une reddition de compte contradictoire.
2. À titre d'exemple, un contrat d'intéressement social qui finance un projet de réinsertion peut rémunérer les investisseurs en fonction de la baisse du taux de récidive dans la population carcérale.
3. Un contrat d'intéressement social peut prendre la forme d'une obligation ou d'un produit financier structuré plus complexe.
4. On trouve aussi le terme « contrat à impact social », qui est déconseillé.

Voir aussi : obligation climatique, obligation de projet, obligation verte.

Équivalent étranger : social impact bond (SIB).

coût par contact confirmé

Abréviation : CCC.

Domaine : Économie et gestion d'entreprise.

Définition : Mode de tarification de la publicité en ligne où l'annonceur rémunère le support en fonction du nombre de contacts confirmés que ce dernier lui amène.

Note : On trouve aussi le terme « coût par *lead* », qui est à proscrire.

Voir aussi : contact confirmé.

Équivalent étranger : cost per lead (CPL).

habillage éthique

Domaine : Communication/Économie générale.

Définition : Stratégie de communication d'une entreprise ou d'une organisation qui cherche à améliorer son image de marque en se réclamant abusivement de valeurs éthiques.

Voir aussi : habillage humanitaire, habillage onusien, verdissement d'image.

Équivalent étranger : fairwashing.

maturation du client potentiel

Domaine : Économie et gestion d'entreprise.

Définition : Processus par lequel un client potentiel, souvent professionnel, est progressivement transformé en client par la proposition de contenus commerciaux pertinents et diversifiés.

Note : Les contenus commerciaux proposés en vue de la maturation du client potentiel peuvent être des infolettres, des vidéos, des conférences en ligne ou des publications sur les réseaux sociaux.

Voir aussi : client potentiel, infolettre.

Équivalent étranger : lead nurturing.

méthode d'actualisation des flux

Abréviation : MAF.

Domaine : Finance/Économie générale.

Définition : Évaluation d'un actif ou d'un passif par la somme des flux actualisés de recettes et de dépenses qui lui sont associés.

Équivalent étranger : DCF method, discounted cash flow method (DCF).

obligation à coupon réinvestissable

Domaine : Finance.

Définition : Obligation dont le coupon peut être payé, au choix du détenteur, soit sous forme numéraire, soit sous forme d'une fraction d'une nouvelle obligation possédant les mêmes caractéristiques.

Équivalent étranger : bunny bond, guaranteed coupon reinvestment bond, multiplier bond.

obligation de projet

Forme développée : obligation liée à un projet d'intérêt public (OPIP).

Domaine : Finance.

Définition : Obligation émise par une entité ad hoc pour financer un projet d'infrastructure d'intérêt public.

Note : L'émission d'obligations de projet peut, par exemple, financer la construction d'un hôpital, d'un réseau ferré, d'un parc éolien.

Voir aussi : contrat d'intéressement social, entité ad hoc.

Équivalent étranger : project bond.

option binaire

Domaine : Finance.

Définition : Option négociable donnant à l'acheteur le droit de recevoir un montant fixe si le cours de l'actif sous-jacent dépasse un certain seuil à la hausse, dans le cas d'une option d'achat, ou à la baisse, dans le cas d'une option de vente.

Note : À l'échéance, si la condition n'est pas réalisée, l'option a une valeur nulle.

Voir aussi : actif sous-jacent, option d'achat, option de vente.

Équivalent étranger : binary option.

plateformisation, n.f.

Domaine : Économie générale.

Définition : Transformation des relations entre acteurs économiques qui s'opère par le recours à des plateformes en ligne mettant ces acteurs en contact.

Note : On trouve aussi, en parlant du marché du travail, le terme « ubérisation », qui est déconseillé.

Voir aussi : économie de l'usage, travail à la tâche.

Équivalent étranger : platformization.

prestataire de services liés aux actifs numériques

Abréviation : PSAN.

Domaine : Finance/Informatique/Internet.

Définition : Entreprise qui propose des services financiers relatifs aux actifs numériques.

Note :

1. Les services proposés peuvent être notamment l'achat ou la vente d'actifs numériques en monnaie ayant cours légal, la gestion de portefeuille d'actifs numériques ou la négociation de produits dérivés.
2. On trouve aussi les termes « prestataire de services sur actifs numériques » et « prestataire de services sur crypto-actifs ».

Voir aussi : actif numérique, cyberjeton.

Équivalent étranger : crypto-asset service provider (CASP), crypto exchange, crypto trading platform.

tout-à-la-demande, n.m.

Domaine : Informatique/Économie et gestion d'entreprise.

Définition : Modèle d'entreprise fondé sur une offre d'infrastructures à la demande qui permet à une organisation cliente de bénéficier de moindres coûts du fait de leur mutualisation, d'une forte évolutivité de services et d'une facilité de changement d'échelle.

Note :

1. Le tout-à-la-demande peut être appliqué à toutes les activités dématérialisées et accessibles en ligne.

2. On trouve aussi, dans le langage professionnel, le terme « tout en tant que service ».

Voir aussi : économie de l'usage, extensibilité d'un modèle économique, infrastructure à la demande, modèle d'entreprise.

Équivalent étranger : everything as a service (XaaS).

travail à la tâche

Domaine : Économie générale/Emploi et travail.

Définition : Régime économique qui repose sur une contractualisation tâche par tâche entre des donneurs d'ordre et des exécutants, souvent mis en relation au moyen de plateformes en ligne.

Voir aussi : plateformisation, pluriactif.

Équivalent étranger : gig economy.

utilisateur, -trice pionnier, -ière

Domaine : Économie et gestion d'entreprise.

Définition : Utilisateur régulier et averti d'un bien ou d'un service, qui est sollicité par l'entreprise produisant ce bien ou ce service pour contribuer, par des suggestions, à son évolution.

Voir aussi : acheteur pionnier.

Équivalent étranger : lead user.

vote sur les enjeux climatiques

Domaine : Économie et gestion d'entreprise.

Définition : Vote, par l'assemblée générale des actionnaires d'une entreprise, d'une résolution portant sur les incidences climatiques de la stratégie de cette entreprise ; par extension, cette résolution elle-même.

Équivalent étranger : say on climate, say on climate vote.

II. Table d'équivalence

A. Termes étrangers

Terme étranger (1)	Domaine/Sous-domaine	Équivalent français (2)
binary option.	Finance.	option binaire.
bunny bond, guaranteed coupon reinvestment bond, multiplier bond.	Finance.	obligation à coupon réinvestissable.
cost per lead (CPL).	Économie et gestion d'entreprise.	coût par contact confirmé (CCC).
crypto-asset service provider (CASP), crypto exchange, crypto trading platform.	Finance/Informatique/Internet.	prestataire de services liés aux actifs numériques (PSAN).
DCF method, discounted cash flow method (DCF).	Finance/Économie générale.	méthode d'actualisation des flux (MAF).
everything as a service (XaaS).	Informatique/Économie et gestion d'entreprise.	tout-à-la-demande, n.m.
fairwashing.	Communication/Économie générale	habillage éthique.
gig economy.	Économie générale/Emploi et travail.	travail à la tâche.
guaranteed coupon reinvestment bond, bunny bond, multiplier bond.	Finance.	obligation à coupon réinvestissable.
lead.	Économie et gestion d'entreprise.	contact confirmé.
lead nurturing.	Économie et gestion d'entreprise.	maturation du client potentiel.
lead user.	Économie et gestion d'entreprise.	utilisateur, -trice pionnier, -ière.
multiplier bond, bunny bond, guaranteed coupon reinvestment bond.	Finance.	obligation à coupon réinvestissable.
platformization.	Économie générale.	plateformisation, n.f.
project bond.	Finance.	obligation de projet, obligation liée à un projet d'intérêt public (OPIP).

Terme étranger (1)	Domaine/Sous-domaine	Équivalent français (2)
prospect.	Économie et gestion d'entreprise.	client, -e potentiel, -elle.
say on climate, say on climate vote.	Économie et gestion d'entreprise.	vote sur les enjeux climatiques.
social impact bond (SIB).	Économie générale/Finance.	contrat d'intéressement social (CIS).
suspect, targeted client.	Économie et gestion d'entreprise.	contact commercial, contact, n.m. (langage professionnel).

(1) Il s'agit de termes anglais, sauf mention contraire.
(2) Les termes en caractères gras sont définis dans la partie I (*Termes et définitions*).

B. Termes français

Terme français (1)	Domaine/sous-domaine	Équivalent étranger (2)
client, -e potentiel, -elle.	Économie et gestion d'entreprise.	prospect.
contact commercial, contact, n.m. (langage professionnel).	Économie et gestion d'entreprise.	suspect, targeted client.
contact confirmé.	Économie et gestion d'entreprise.	lead.
contrat d'intéressement social (CIS).	Économie générale-Finance.	social impact bond (SIB).
coût par contact confirmé (CCC).	Économie et gestion d'entreprise.	cost per lead (CPL).
habillage éthique.	Communication-Économie générale.	fairwashing.
maturation du client potentiel.	Économie et gestion d'entreprise.	lead nurturing.
méthode d'actualisation des flux (MAF).	Finance-Économie générale.	DCF method, discounted cash flow method (DCF).
obligation à coupon réinvestissable.	Finance.	bunny bond, guaranteed coupon reinvestment bond, multiplier bond.
obligation de projet, obligation liée à un projet d'intérêt public (OPIP).	Finance.	project bond.
option binaire.	Finance.	binary option.
plateformisation, n.f.	Économie générale.	platformization.
prestataire de services liés aux actifs numériques (PSAN).	Finance-Informatique/Internet.	crypto-asset service provider (CASP), crypto exchange, crypto trading platform.

Terme français (1)	Domaine/sous-domaine	Équivalent étranger (2)
tout-à-la-demande , n.m.	Informatique-Économie et gestion d'entreprise.	everything as a service (XaaS).
travail à la tâche.	Économie générale-Emploi et travail.	gig economy.
utilisateur, -trice pionnier, -ière.	Économie et gestion d'entreprise.	lead user.
vote sur les enjeux climatiques.	Économie et gestion d'entreprise.	say on climate, say on climate vote.
<p>(1) Les termes en caractères gras sont définis dans la partie I (<i>Termes et définitions</i>).</p> <p>(2) Il s'agit d'équivalents anglais, sauf mention contraire.</p>		

École normale supérieure

Programme des concours d'admission à l'École normale supérieure – Session 2025

NOR : ESRS2420398A
→ Arrêté du 15-7-2024
MESR – Dgesip-A1-3

Vu Code de l'éducation, notamment article L. 716-1 ; décret n° 2013-1140 ; arrêté du 9-9-2004 modifié, notamment article 2 ; arrêté du 3-11-2022 modifié

Le programme des concours d'admission à l'École normale supérieure pour la session 2025 arrête la liste des thèmes et/ou œuvres obligatoires pour les épreuves écrites d'admissibilité et orales et pratiques d'admission organisées au titre de cette session.

Titres et diplômes -

Accréditation des universités de Paris-Cité et de Lille à délivrer le diplôme d'État d'infirmier de bloc opératoire

NOR : ESRS2421903A

→ Arrêté du 17-7-2024

MESR – Dgesip A1-4

Vu Code de l'éducation, notamment article D. 636-82 et suivants ; décret n° 2022-732 du 27-4-2022 ; arrêté du 27-4-2022 ; avis du conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche en date des 16-4-2024 et 11-6-2024

Article 1 – Les universités de Paris-Cité et de Lille sont accréditées à délivrer le diplôme d'État d'infirmier de bloc opératoire à compter de l'année universitaire 2023-2024 et respectivement jusqu'à la fin des années universitaires 2024-2025 et 2025-2026.

Article 2 – Le directeur général de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Bulletin officiel de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Fait le 17 juillet 2024,

Pour la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, et par délégation,
L'adjoint à la sous-directrice stratégie et qualité des formations,
Laurent Regnier

Titres et diplômes

Accréditation d'universités en vue de la délivrance du diplôme d'État d'infirmier de bloc opératoire – Modification

NOR : ESRS2422135A

→ Arrêté du 5-8-2024

MESR – Dgesip A1-4

Vu Code de l'éducation, notamment article D. 636-82 et suivants ; décret n° 2022-732 du 27-4-2022 ; arrêté du 27-4-2022 ; arrêté du 12-7-2024

Article 1 – L'annexe de l'arrêté du 12 juillet 2024 susvisé est modifiée comme suit :

Au lieu de :

Université de Montpellier	6 ans	2028-2029	C
---------------------------	-------	-----------	---

Lire :

Université de Montpellier	4 ans	2026-2027	A
---------------------------	-------	-----------	---

Article 2 – Le directeur général de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Bulletin officiel de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Fait le 5 août 2024,

Pour la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, et par délégation,
La sous-directrice stratégie et qualité des formations,
Muriel Pochard

Nomination

Directeur général des services (DGS) de l'Institut national des sciences appliquées (Insa) de Toulouse (groupe II)

NOR : ESRD2420669A

→ Arrêté du 12-7-2024

MESR – DE SE 1-2

Par arrêté de la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche en date du 12 juillet 2024, Antoine Pouvreau, membre du corps des attachés d'administration de l'État, est nommé dans l'emploi de directeur général des services (DGS) de l'Institut national des sciences appliquées (Insa) de Toulouse (groupe II), du 1er septembre 2024 au 31 août 2028.

Nomination

Délégué régional académique adjoint à la recherche et à l'innovation pour la région Île-de-France

NOR : ESRR2420970A
→ Arrêté du 22-7-2024
MESR – DGRI Sittar C4

Par arrêté de la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche en date du 22 juillet 2024, Avner Bar-Hen, professeur du Cnam, est nommé délégué régional académique adjoint à la recherche et à l'innovation pour la région Île-de-France à compter du 1er septembre 2024. Le poste est localisé à Paris.

Nomination

Déléguée régionale académique adjointe à la recherche et à l'innovation pour la région Grand Est

NOR : ESRR2420985A

→ Arrêté du 22-7-2024

MESR – DGRI Sittar C4

Par arrêté de la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche en date du 22 juillet 2024, Pascaline Toutois, ingénieure de recherche, est renouvelée dans ses fonctions de déléguée régionale académique adjointe à la recherche et à l'innovation pour la région Grand Est pour trois ans, à compter du 1er septembre 2024. Le poste est localisé à Strasbourg.

Conseils, comités, commissions

Nomination au conseil d'orientation de l'Agence autonome ANRS – Maladies infectieuses émergentes de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale

NOR : ESRR2421087A

→ Arrêté du 25-7-2024

MESR – DGRI SPFCO B2

Par arrêté de la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche en date du 25 juillet 2024, Nacer Boubenna est nommé membre du conseil d'orientation de l'Agence autonome ANRS – Maladies infectieuses émergentes de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale, en qualité de représentant titulaire du ministre chargé de la recherche, en remplacement de Anne Paoletti.

Vacance de poste

Délégué régional académique adjoint ou déléguée régionale académique adjointe à la recherche et à l'innovation pour la région Normandie (Rouen)

NOR : ESRR2421069V

→ Avis

MESR – DRI Sittar C4

Est déclaré vacant à compter du 1er août 2024 au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, l'emploi de délégué régional académique adjoint à la recherche et à l'innovation pour la région Normandie. Le poste est implanté administrativement au rectorat de région académique, site de Rouen.

Les missions et l'organisation de la délégation régionale académique à la recherche et à l'innovation (Drari) sont décrites dans les articles R. 112-2 à R. 112-7 du Code de la recherche. Les principales missions de la délégation Normandie sont les suivantes :

- veiller à la cohérence des initiatives prises en région avec les orientations de la politique nationale de recherche et d'innovation ;
- favoriser les actions des établissements publics ou des organismes relevant du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ;
- mener ou susciter toutes les actions en vue de l'émergence ou du renforcement de pôles de recherche et de technologie ouverts sur le monde socio-économique ;
- développer les actions de valorisation, organiser les transferts de technologies de la recherche publique vers les entreprises et encourager la diffusion des nouvelles technologies vers les petites et moyennes entreprises ;
- accompagner les initiatives territoriales visant à développer et diffuser la culture scientifique, technique et industrielle, veiller à leur articulation avec la stratégie nationale, assurer le relais dans la région des actions mises en œuvre par l'État dans le domaine.

Le délégué régional académique adjoint exercera ses fonctions sous l'autorité de la déléguée régionale académique pour la région Normandie. Il aura en charge plus particulièrement de :

- accompagner les opérations structurantes de recherche et d'innovation (CPER volet recherche et innovation) ;
- accompagner et contribuer au développement de l'emploi scientifique et de sa relation avec le monde socio-économique, notamment l'expertise et son développement (Cifre) ;
- participer à l'expertise scientifique des dossiers Interreg dans le cadre du Feder en collaboration avec le secrétariat général des affaires régionales de la préfecture de région ;
- participer à la diffusion de la culture scientifique, technique et industrielle, en particulier à travers la coordination régionale de la Fête de la science, ainsi qu'aux enjeux science et société (Label Science avec et pour la société [Saps]) ;
- contribuer à l'animation avec le conseil régional du comité de liaison Europe.

En partenariat avec son homologue délégué adjoint, il contribuera à :

- soutenir l'innovation et le transfert de technologies, à suivre les structures qui y concourent (Sate, incubateurs, et structures de diffusion technologique – CRT / CDT / PFT, etc.) et à accompagner les politiques liées à l'entrepreneuriat en cohérence avec la stratégie nationale ;
- favoriser le développement de la recherche et de l'innovation dans sa relation avec le monde socio-économique (France 2030 régionalisé, etc.) et à sa mise en connaissance ;
- évaluer les projets du concours de création d'entreprises innovantes (i-Lab) et ceux d'autres initiatives de l'État, notamment dans le cadre de France 2030, et de l'Europe ;

En partenariat avec la chargée de mission de la Drari, il contribuera à :

- accompagner et instruire le dispositif CIR et les demandes de rescrit JEI-CIR, en lien avec l'administration fiscale ;
- déployer le dispositif régional de sécurité économique et de protection du patrimoine scientifique et technique.

Il pourra représenter la déléguée dans différentes instances, comme, par exemple, les conseils d'administration de certains établissements et structures en région, assister aux commissions recherche des établissements ESR, commissions culture... Pour exercer ces fonctions, il devra justifier d'une solide expérience professionnelle dans les domaines recherche et innovation académiques, y compris dans leur administration, d'une bonne connaissance des politiques publiques correspondantes, d'un intérêt pour les problématiques de transfert de technologie et d'innovation, pour les démarches de diffusion de la culture scientifique, technique et industrielle, ainsi que pour les enjeux science et société. Qualités relationnelles, capacités rédactionnelles, sens de la diplomatie, capacité à rendre compte et à partager l'information, réactivité et disponibilité sont attendus.

Il devra appartenir à un corps de la fonction publique de catégorie A, fonctionnaire ou assimilé, ou être officier ou agent

contractuel d'un niveau équivalent. Il sera nommé par la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche pour une durée de trois ans, renouvelable une fois. Il sera accueilli sur le poste par la voie de la mise à disposition. En sa qualité de délégué régional académique adjoint, il pourra percevoir une indemnité de fonction prévue par le décret n° 2022-1185 du 25 août 2022 et l'arrêté du 25 août 2022, qui se compose d'une part fixe d'un montant annuel brut de 9 000 euros maximum et d'une part variable d'un montant annuel brut de 3 000 euros maximum.

Le dossier de candidature sera constitué, d'une part, d'une lettre de motivation qui permette d'apprécier l'expérience du candidat ou de la candidate dans l'administration de la recherche et sa capacité à établir des liens avec le monde socio-économique et, d'autre part, d'un curriculum vitae détaillé.

Conformément aux dispositions de l'article R. 112-5 du Code de la recherche, les candidatures doivent être transmises dans un délai de trente jours à compter de la publication du présent avis au Bulletin officiel de l'enseignement supérieur et de la recherche :

- soit par courrier aux deux adresses suivantes (la date du cachet de la Poste faisant foi) :
 - au rectorat de région académique de Normandie (Drari Normandie, rectorat de région académique Normandie – 25 rue de Fontenelle, 76037 Rouen Cedex) ;
 - au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (Madame Van, service de l'innovation, du transfert de technologie et de l'action régionale – 1, rue Descartes, 75231 Paris Cedex 5) ;
- soit par messagerie électronique aux adresses suivantes :
 - annie-claude.gaumont@recherche.gouv.fr ;
 - ai-huynh.van@recherche.gouv.fr.

Tous les renseignements sont disponibles au rectorat de région académique Normandie (annie-claude.gaumont@recherche.gouv.fr) ou au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (ai-huynh.van@recherche.gouv.fr).

Conseils, comités, commissions

Nomination au conseil scientifique de l'Institut des hautes études par les sciences et la technologie

NOR : ESRR2420729S

→ Décision du 3-7-2024

MESR – DGRI SPFCO B2

Par décision de la directrice générale de la recherche et de l'innovation en date du 3 juillet 2024, sont nommés membres du conseil scientifique de l'Institut des hautes études par les sciences et la technologie :

- Clarisse Angelier ;
- Patrick Criqui ;
- Agnès Ducharne ;
- Jean-Baptiste Fressoz ;
- Frédéric Girard ;
- Virginie Maris ;
- Valérie Masson-Delmotte ;
- Marjolaine Matabos ;
- Sylvie Matelly ;
- Dominique Meda ;
- Patrick Pélata ;
- Jean-François Roch ;
- Judith Rochfeld ;
- Anne Ruas ;
- Nicolas Sabouret ;
- Rémy Slama ;
- Jean-François Soussana ;
- Sébastien Treyer ;
- Olivier Vidal.